

TRIBUNE EAU

Antibes détient un triste record, celui de la ville avec la plus longue délégation de service public de distribution de l'eau. Depuis 1860 Veolia, la CGE et leurs antécédents ont capté le pactole que représente la distribution de l'eau mais aussi l'assainissement avec la gestion de la station d'épuration.

Quoi de plus naturel dans la ville natale d'Henri Proglio ?

Pendant des décennies, les millions de francs puis d'euros pris dans la poche des antibois n'ont jamais été réinvesti sur le réseau. Aujourd'hui celui-ci est dans un état déplorable !

Enfin, la délégation de service public confiant à Veolia la gestion de l'eau arrive à son terme en 2012. Fort d'une gestion désastreuse, d'un coût prohibitif, près de 4€ le m³, avec une augmentation de plus de 50% ces dernières années, on aurait pu penser que Jean Leonetti, le ministre – maire – président de la CASA et du SYMISA, ose le service public. C'était sans compter sur son dogmatisme de droite, l'eau étant privée elle restera privée.

Malgré 4 000 pétitions recueillies par les militants du PCF, d'A Gauche Vraiment, du NPA, des Alternatifs, Jean Leonetti a relancé une DSP.

Cela étant justifié par un bureau d'études dont les conclusions représentent un cas d'école dans la validation de la gestion privée.

Actuellement, les services de la commune étudient les offres de Veolia et de Suez dont on peut penser que la répartition territoriale dans les Alpes-Maritimes ne changera pas à l'occasion de cette procédure.

Le maire aura la joie d'annoncer que la DSP aura permis de faire baisser le prix du m³ et que Veolia va continuer d'exploiter le filon de l'eau dans notre ville.

Je situe le niveau de la baisse entre 20 et 25% ce qui ne couvrira pas l'augmentation de ces dernières années mais cela donnera un label de chevalier blanc au maire qui pourra se vanter d'avoir plié Veolia.

En réalité, cette société continuera de gérer la distribution de l'eau, l'assainissement avec la construction d'une deuxième station d'épuration mais aussi la fourniture de l'eau à travers le syndicat mixte qui gère la fourniture et qui, lui aussi, a délégué à Veolia.

Bon an mal an, les bénéfiques nets après impôts sont de l'ordre d'un million d'euros dans une commune où la population fait plus que doubler l'été.

Veolia vend un produit, son intérêt étant d'en vendre toujours plus y compris en remplissant les nombreuses piscines avec de l'eau potable.

Il n'y aura pas de tarification sociale ni de premiers m³ gratuits. On continuera de couper l'eau aux familles pauvres et le réseau ne sera pas réhabilité.

Malheureusement cette situation est le lot commun de toutes les grandes villes de la Côte d'azur où les majors de l'eau règnent en maître sur la plupart des fonctions : culturelles, transports, énergie...

A Antibes, l'incinérateur le plus ancien de France est sous la coupe de Véolia, les mâchefers de cet équipement ont été déposés en décharge pendant des mois, un procès est en cours. Le réseau de bus dit Envibus est aussi géré par Veolia, des bus vétustes au kilométrage excessif qui provoquent régulièrement grèves et mécontentements des usagers.

Veolia est prête à se substituer à tous les services publics dont elle réduit l'efficacité à la rentabilité financière pour ces actionnaires.

Alors oui, un service national décentralisé de l'eau et de l'assainissement passe par la nationalisation de cette société.

Nationaliser les majors de l'eau, développer un service public de proximité, aller vers une péréquation qui réduise l'écart des prix, différencier le coût de l'eau en fonction de son utilisation, du volume employé, séparer les réseaux, pluviale et eaux usées, cela les multinationales ne le feront pas simplement parce que ce n'est pas leurs intérêts.

Gérard PIEL

Conseiller régional – Président du groupe Front de Gauche

Conseiller municipal d'Antibes